



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 30 mars 2009
D -20090171

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 310/03/2009

Reçu en Préfecture le :
CERTIFIE EXACT,

Aujourd'hui Lundi 30 mars Deux mil neuf, à quinze heures,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire de Bordeaux

Etaient Présents :

M. Hugues MARTIN, Mme Anne BREZILLON, M. Didier CAZABONNE, Mme Anne Marie CAZALET, M. Jean Louis DAVID, Mme Brigitte COLLET, M. Stéphan DELAUX, Mme Nathalie DELATTRE, M. Dominique DUCASSOU, Mme Sonia DUBOURG -LAVROFF, M. Michel DUCHENE, Mme Véronique FAYET, M. Pierre LOTHAIRE, Mme Muriel PARCELIER, M. Alain MOGA, Mme Arielle PIAZZA, M. Josy REIFFERS, Mme Elizabeth TOUTON, M. Fabien ROBERT, Mme Anne WALRYCK, Mme Laurence DESSERTINE, M. Jean Marc GAUZERE, M. Jean Charles BRON, Mme Chantal BOURRAGUE, M. Joël SOLARI, M. Charles CAZENAVE, M. Alain DUPOUY, Mme Ana Marie TORRES, M. Jean-Pierre GUYOMARC'H, Mme Mariette LABORDE, M. Jean-Michel GAUTE, Mme Marie-Françoise LIRE, M. Jean-François BERTHOU, Mme Nicole SAINT ORICE, M. Nicolas BRUGERE, Mme Constance MOLLAT, M. Guy ACCOCEBERRY, Mme Emmanuelle CUNY, M. Jean-Charles PALAU, Mme Chafika SAILOUD, M. Ludovic BOUSQUET, M. Yohan DAVID (*présent à partir de 15h 50*), Mme Alexandra SIARRI, Mme Paola PLANTIER, Mlle Laetitia JARTY, M. Jacques RESPAUD, Mme Martine DIEZ, Mme Emmanuelle AJON, M. Matthieu ROUYEYRE, M. Pierre HURMIC, Mme Marie-Claude NOEL, M. Patrick PAPADATO, M. Vincent MAURIN, Mme Natalie VICTOR-RETALI,

Excusés :

Mme Sylvie CAZES-REGIMBEAU, M. Maxime SIBE, Mme Sarah BROMBERG, Mme Wanda LAURENT, M. Jean-Michel PEREZ, Mme Béatrice DESAIGUES,

***Délégation permanente du conseil municipal à M. le Maire.
Direction des affaires juridiques et du contentieux. Compte
rendu au conseil municipal arrêté au 31 décembre 2008.***

Monsieur le Maire présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 mars 2009

DELEGATION PERMANENTE DU CONSEIL MUNICIPAL A M. LE MAIRE

**Application des articles L.2122.22 et 23 du code général des collectivités territoriales
Délibération du Conseil Municipal n° D20080169 du 21 mars 2008.**

**COMPTE RENDU AU CONSEIL MUNICIPAL
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2008**

N° D'ORDRE (1)	AFFAIRES TRAITEES	N° ET DATE DE L'ARRETE (s'il y a lieu)	OBSERVATIONS
DELEGATION DE M. MARTIN (Affaires Juridiques)			
1	SA ETANDEX c/ Ville de Bordeaux. Demande, en référé, d'une nouvelle expertise pour examiner les désordres affectant la piscine Judaïque (infiltrations).		Ordonnance du Tribunal administratif de Bordeaux du 28 octobre 2008. Rejet de la requête d'ETANDEX.
2	SA ETANDEX c/ Ville de Bordeaux. Appel de l'ordonnance de référé du 28 octobre 2008 rejetant la demande d'ETANDEX tendant à ce qu'une nouvelle expertise soit prescrite sur les désordres (infiltrations) affectant la piscine Judaïque.		Instance pendante devant la Cour administrative d'appel de Bordeaux.
3	URSSAF c/ Ville de Bordeaux. Appel interjeté par l'URSSAF à l'encontre de la décision du jugement rendu par le tribunal des Affaires de Sécurité Sociale le 24/01/2008.		Instance pendante devant la Cour d'appel de Bordeaux.
4	Ville de Bordeaux c/ M. Farinas AZOUG. Demande tendant à obtenir la rupture du contrat d'apprentissage liant la Ville de Bordeaux et M. AZOUG, celui-ci n'ayant pas respecté ses engagements contractuels.		Instance pendante devant le Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.
5	Mme Marie-Annick BROSSIER épouse GACHET c/ Ville de Bordeaux. Demande tendant à obtenir de la Ville l'indemnisation des préjudices qu'elle prétend subir du fait des maladies qu'elle impute à l'exercice de sa profession de restauratrice d'œuvres d'art (tableaux 4 Bis et 84).		Instance pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
6	Mme Marie-Annick BROSSIER épouse GACHET c/ Ville de Bordeaux. Demande tendant à obtenir de la Ville l'indemnisation des préjudices qu'elle prétend subir du fait de la maladie qu'elle impute à l'exercice de sa profession de restauratrice d'œuvres d'art (tableau 12B inséré au tableau 84).		Instance pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
7	SA d'exploitation Brasserie du Grand Théâtre c/ Ville de Bordeaux. Recours tendant à obtenir 888 816 € à titre d'indemnisation du préjudice prétendument subi dans l'exploitation de la Brasserie du Grand Théâtre tenant à l'impossibilité et aux pertes d'exploitation inhérentes à la désorganisation de l'entreprise et 2 500 € au titre des frais irrépétibles.		Instance pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.

8	<p>Ville de Bordeaux c/ MM. Jean MONNIER, Jacques PISCAREL, la Société AQUITANIS et les copropriétaires du 4/6 rue Sarrette.</p> <p>Référé préventif avant les travaux de restructuration du Groupe Scolaire Beck Buisson, situé 17 place Ferdinand Buisson à Bordeaux</p>		<p>Ordonnance du 8 septembre 2008 nommant M. Luc COLAS expert. Expertise en cours.</p>
9	<p>Ville de Bordeaux c/ MM. GARCIA, SAUNIER, GADRAT et autres.</p> <p>Référé préventif avant les travaux de construction d'un centre des espaces verts (bureau, atelier et garage) rue DEVAUX.</p>		<p>Ordonnance du 15 décembre 2008 nommant M. Luc COLAS expert. Expertise en cours.</p>
10	<p>M. le Maire de Bordeaux agissant au nom de l'Etat c/ Jean et André PITON.</p> <p>Saisine du juge des référés du Tribunal de Grande Instance aux fins d'obtenir l'autorisation donnée au Inspecteurs de salubrité de la Ville de pénétrer au domicile de Messieurs Jean et André Piton, supposé insalubre, pour déterminer les travaux propres à y remédier.</p>		<p>Ordonnance du 20 octobre 2008 autorisant l'Inspecteur de salubrité de la Ville à pénétrer au domicile de MM. Piton.</p>
11	<p>M. le Maire de Bordeaux c/ SCI du Laussaize.</p> <p>Saisine du juge des référés du Tribunal de Grande Instance aux fins d'obtenir l'autorisation de pénétrer sur le terrain insalubre afin de le nettoyer.</p>		<p>Ordonnance du 8 décembre 2008 autorisant la Ville à pénétrer sur le terrain appartenant à la SCI et à procéder au nettoyage de la parcelle.</p>
12	<p>M. le Maire de Bordeaux c/ Madame Pauline BOOH.</p> <p>Saisine du juge des référés du Tribunal de Grande Instance aux fins de pénétrer au domicile de Mme BOOH, insalubre, afin de déterminer les travaux propres à y remédier.</p>		<p>Instance pendante devant le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux.</p>
13	<p>Ville de bordeaux c/ M. Gregorio GONZALEZ et Mme Isabel ALAVAREZ.</p> <p>Péril imminent. Saisine du Président du Tribunal administratif pour demander la nomination d'un expert.</p>		<p>Ordonnance du 3 septembre 2008 nommant M. LAGUIAN expert concluant le 4 septembre 2008 au péril imminent.</p>
14	<p>Ville de Bordeaux c/ LENCLEN SHIPTRADING SARL.</p> <p>Expulsion du domaine public de la Ville de la SARL sise quai de Queyries à Bordeaux, occupante sans titre.</p>		<p>Instance pendante devant le Tribunal de Grande Instance.</p>
15	<p>Mme Marie-Noëlle BARCELONE c/ Ville de Bordeaux.</p> <p>Référé suspension.</p> <p>Contestation du paiement des sommes dues à la Ville de bordeaux pour occupation irrégulière du domaine public par sa terrasse de café.</p>		<p>Ordonnance du 21 novembre 2008 favorable à la Ville. Rejet de la requête de Mme Barcelonne.</p>
16	<p>Mme Marie-Claude ABBADIE et M. Alain LEYMARIE c/ Ville de Bordeaux.</p> <p>Assignation en référé aux fins de désignation d'un expert chargé de procéder aux analyses du sol des propriétés des 17 et 19 rue Marengo à Bordeaux, prétendument pollué.</p>		<p>Instance pendante devant le Tribunal de Grande Instance.</p>

17	M. Vincent PELLOQUIN c/ Ville de Bordeaux. Requête en référé visant la suspension de l'arrêté n° 08Z0443 du 4 avril 2008 portant opposition à une déclaration préalable pour des travaux de rénovation des huisseries et de modification de la pente des toitures de son immeuble 68, rue du Tondu.		Ordonnance du 15 juillet 2008 rejetant la requête de M. PELLOQUIN.
18	M. Vincent PELLOQUIN c/ Ville de Bordeaux. Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté n° 08Z0443 du 4 avril 2008 portant opposition à une déclaration préalable pour des travaux de rénovation des huisseries et de modification de la pente des toitures de son immeuble 698, rue du Tondu.		Recours pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
19	M. Vincent PELLOQUIN C/ Ville de Bordeaux. Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté interruptif n° 200804203 du 12 mars 2008 concernant les travaux entrepris sur l'immeuble sis 68 rue du Tondu et nécessitant un permis de démolir et un permis de construire.		Recours pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
20	M. Gérard GASPARINI c/ Ville de Bordeaux. Requête en référé visant la suspension du permis de construire délivré le 21 février 2008 et du permis modificatif délivré le 2 juin 2008 à la Société VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL en vue d'édifier un ensemble collectif de 143 logements sur un terrain sis 72 quai de Bacalan.		Ordonnance du 22 juillet 2008 rejetant la requête de M. GASPARINI.
21	M. Gérard GASPARINI c/ Ville de Bordeaux. Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 07Z0411 délivré le 21 février 2008 pour la construction de 143 logements 72, quai de Bacalan.		Ordonnance du 27 août 2008 rejetant la requête de M. GASPARINI.
22	SCI CHARLES DOMERCQ c/ Ville de Bordeaux. Appel de l'ordonnance du 1er avril 2008 rejetant le recours en annulation du permis de construire n° 07Z0040 délivré le 14 septembre 2007 à la Société FRADIN en vue du changement de destination d'entrepôts en logements 7/9 rue Cabanac à Bordeaux.		Ordonnance du 5 septembre 2008 rejetant la requête de la SCI CHARLES DOMERCQ.
23	M. et Mme JARNE c/ Ville de Bordeaux. Requête tendant à l'annulation de la décision du Maire du 4 juillet 2008 de non opposition à la déclaration préalable de travaux de M. BOCQUET, pour la construction d'une piscine 57, rue Kléber.		Recours pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
24	Mme GAGNERE et autres c/ Ville de Bordeaux. Recours en annulation de l'arrêté du 23 janvier 2008 autorisant la déclaration préalable n° 07Z0427 pour l'installation d'une antenne relais SFR sur l'immeuble sis 55 rue Frantz Despagne.		Recours pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
25	M. Jean-Claude MORISSET c/ Ville de Bordeaux. Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°07Z0738 délivré le 24 juillet 2008 à la SAHLM CLAIRSIENNE pour la construction d'un ensemble immobilier sur un terrain sis 32 rue Basque.		Recours pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux.

26	M. Vincent PELLOQUIN c/ Ville de Bordeaux. Référé suspension à l'encontre de l'arrêté du 4 septembre 2008 s'opposant à sa déclaration préalable n° DP 08Z1299 concernant des travaux de rénovation des huisseries et de réfection de la toiture, sur son immeuble 68, rue du Tondu.		Ordonnance du 18 novembre 2008 accordant la suspension de l'arrêté du 4 septembre 2008.
27	M. Vincent PELLOQUIN c/ Ville de Bordeaux. Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté du 4 septembre 2008 s'opposant à la déclaration préalable n° 08Z1299 concernant des travaux de rénovation des huisseries et de réfection de la toiture sur son immeuble 68, rue du Tondu.		Recours pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
28	M. et Mme Francis DUPOUY et Mme Christiane REAU c/ Ville de Bordeaux. Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 08Z0266 du 13 juin 2008 délivré à Mme SAUL en vue de construire un immeuble à usage d'habitation 222, boulevard Franklin Roosevelt.		Recours pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux
29	Mme Rose DOUTREMEPUICH et autres c/ Ville de Bordeaux. Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n° 07Z0738 délivré le 24 juillet 2008 à la Société CLAIRSIENNE pour la construction de 180 logements, un local commercial et une division parcellaire, 32 rue Basque.		Recours pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
30	M. Stéphane GAILLOT c/ Ville de Bordeaux. Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté interruptif de travaux n° 200807989 du 26 mai 2008 concernant les travaux effectués sur un immeuble sis 137 rue des Orangers et non conformes au permis de construire n° 07Z0220 du 3 juillet 2007.		Recours pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
31	Société VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL c/ Ville de Bordeaux (et autres). Assignment en référé préventif pour l'extension de la mission de M. Luc COLAS, expert désigné le 1er septembre 2008 par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance, avant la réalisation de travaux par la société VINCI sur le terrain 72, quai de Bacalan (éclairage public et mobilier urbain).		Ordonnance du 8 décembre 2008. Extension de la mission de l'expert à la Ville de Bordeaux.
32	Communauté Urbaine de Bordeaux c/ Groupement de maîtrise d'oeuvre NELLI/TOUTON/HPL en présence de la Ville de Bordeaux. Requête en référé devant le Tribunal Administratif aux fins de désigner un expert concernant des désordres constatés au groupe scolaire Stendhal (ZAC des Chartrons).		Ordonnance du 28 novembre 2008 désignant M. Alain MANDRON comme expert.
33	Ville de Bordeaux et M. BONNET C/ M. Issamé AMRANI. Agression physique de l'agent municipal M. Bonnet le 28 mai 2006 au Stade Chaban-Delmas. Constitution de partie civile. Protection fonctionnelle de l'agent.		Affaire pendante devant le Tribunal Correctionnel.
34	Ville de Bordeaux C/ M. Malik AISSA. Dégradations d'un vasistas au Gymnase du Grand Parc. Constitution de partie civile		Affaire pendante devant le Tribunal correctionnel.

35	Ville de Bordeaux et M. Olivier BOUDOT C/ M. Mourad RHOUFIR. Agression verbale et physique de l'agent municipal M. Boudot. Constitution de partie civile. Protection fonctionnelle de l'agent.		Affaire pendante devant le Tribunal correctionnel.
----	--	--	--

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 30 mars 2009

P/EXPEDITION CONFORME,

M. Alain JUPPE